

[Text]

putting poverty first, but Canada's support for current structural adjustment has resulted in more poverty for millions. Compensation for the so-called new poor, victims of adjustment programs Canada supports, is not really aid at all.

We recognize that there must be change and adjustment in the Third World, but we must find more creative ways to deal with the crisis than simply to support structural adjustment as it is being implemented at the present.

• 1130

What does CUSO urge the committee to do? First—and I think this is very timely, given the weather—we urge you to visit Africa, to witness for yourselves the impact of these structural adjustment programs. The statistics we are all quoting here today are one thing, but to see it in reality is something else. Hear from the people. Hear from the decision-makers. Assess the arguments in the light of what you see on the ground.

Secondly, we urge you to consider alternatives to IMF-type adjustment, such as the African Alternative Framework to Structural Adjustment Programs that was proposed by the United Nations Economic Commission for Africa. You heard from Mr. Adedeji right here in this committee. Have you considered his plan? It calls for regional integration of the African market, crop diversification, and emphasis on food self-sufficiency. It has the support of all African governments. It deserves our very serious consideration. Also part of this debate is the recent study on sub-Saharan Africa by the World Bank entitled *From Crisis to Sustainable Growth*.

Another thing worth looking at is a proposal by the Parliamentarians for Global Action, which includes Mr. McLean and Mr. Allmand. It called for debt reduction and recycling repayments of remaining debt into local currencies for investment into the debtor country. That idea needs political support if it is to go anywhere.

Let me finish by quoting a point from the 1989 Amsterdam appeal of the Parliamentarians for Global Action:

As long as international economic and monetary issues are seen as only technical and abstract subjects which should be left to officials and bankers, some of the most important economic issues which affect the lives of all people are removed from the area of public debate. Greater political involvement of parliamentarians as well as international coordination of parliaments is a first priority in this respect.

[Translation]

Partageons notre avenir demandait de donner la priorité à la lutte contre la pauvreté, mais l'appui accordé par le Canada à la politique actuelle d'ajustement structurel a exacerbé la pauvreté de millions de gens. Les compensations accordées aux nouveaux pauvres, comme l'on dit, aux victimes des programmes d'ajustement que le Canada appuie, ce n'est pas vraiment de l'aide.

Nous convenons que quelque chose doit changer et que des ajustements sont nécessaires dans le Tiers-Monde, mais nous devons trouver des solutions plus originales à ces crises que de nous rallier à la politique d'ajustement structurel telle qu'on l'applique actuellement.

Que recommande CUSO au comité? D'abord, et par le temps qu'il fait le moment me semble bien choisi, nous vous exhortons à vous rendre en Afrique, pour aller voir par vous-même l'effet de ces programmes d'ajustement structurel. Les statistiques que nous vous mentionnons ici aujourd'hui sont une chose, mais c'est autre chose que de voir la réalité par soi-même, d'entendre les gens parler, d'entendre les décideurs, de réexaminer les arguments à la lumière de votre expérience.

Deuxièmement, nous vous encourageons vivement à prendre en considération les autres possibilités d'ajustement, notamment le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel proposés par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Vous avez entendu ici même M. Adedeji. Avez-vous pris son plan en considération? Il propose l'intégration régionale du marché africain, la diversification des cultures et l'accent sur l'autosuffisance alimentaire. Ce plan a reçu l'aval de tous les gouvernements d'Afrique. Il mérite que vous l'envisagiez très sérieusement. Dans ce débat, il faut aussi tenir compte de l'étude qu'a faite récemment la Banque mondiale sur l'Afrique subsaharienne et qui s'intitule *De la crise à la croissance durable*.

Une autre proposition qui vaut également la peine d'être examinée est celle présentée par l'Action mondiale des parlementaires dont sont membres MM. McLean et Allmand. On y demande la réduction de la dette et le recyclage du remboursement de la dette restante en monnaie locale pour les réinvestir dans l'économie du pays débiteur. Pour réussir, cette idée doit jouir d'un appui politique.

Pour terminer, permettez-moi de vous citer un extrait de l'appel d'Amsterdam lancé par l'Action mondiale des parlementaires en 1989:

Tant que les problèmes économiques et monétaires internationaux ne seront considérés que comme des sujets techniques et abstraits qu'il convient de laisser aux fonctionnaires et aux banquiers, certaines questions économiques parmi les plus importantes qui touchent les gens dans leur quotidien seront exclues du débat public. De ce point de vue, une plus grande participation politique des parlementaires, ainsi que la